Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

51 | 2015

**Atlantique ibérique et migrations après les
indépendances américaines**

Introduction

Jeanne Moisand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4914>

DOI : 10.4000/rh19.4914

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 7-13

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Jeanne Moisand, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 51 | 2015, mis en ligne le 18 décembre 2015, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4914> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4914>

Tous droits réservés

JEANNE MOISAND

Introduction

Les révolutions ibéro-américaines du début du XIX^e siècle éclatèrent au sein de constructions politiques tout à fait particulières : les monarchies pluri-continentales espagnole et portugaise, qu'elles conduisirent à une crise définitive¹. L'effondrement de ces deux systèmes politiques entre 1808 et 1825 eut nécessairement des conséquences sur la nature et l'intensité des relations au sein de l'Atlantique ibérique, un espace d'échanges matériels et humains entre l'Afrique, l'Europe du Sud et l'Amérique latine extrêmement actif pendant toute l'époque moderne². On imagine spontanément que ce monde commun se serait disloqué sous le coup des Révolutions d'indépendance américaines, laissant place à une mosaïque d'États-Nations trop isolés et concurrents les uns des autres pour maintenir les rapports entre les trois rives de l'océan avec une intensité similaire au passé³. D'autres logiques d'échanges s'y seraient substituées, marquées par les tropismes nord-américain et nord-européen : l'expression d'« Amérique latine », qui émerge avec la définition d'une supposée latinité culturelle dominée par la France à la fin du XIX^e siècle, rappelle les prétentions françaises sur la région ; le Royaume-Uni et les États-Unis auraient quant à eux assumé la domination économique et commerciale des espaces ibériques contemporains⁴.

1. Certains historiens contestent l'étiquette d'« empires » pour dénommer ces ensembles politiques, et parlent de « monarchies composites », en rappelant leur faible degré de centralisation administrative tant en métropole qu'outre-mer, cf. José M. Portillo, *Crisis Atlántica: autonomía e independencia en la crisis de la Monarquía hispánica*, Madrid, M. Pons, 2006. Sur les révolutions étudiées à l'échelle de l'Atlantique ibérique, cf. également Clément Thibaud, Gabriel Entin, Alejandro Gomez et Federica Morelli [dir.], *L'Atlantique révolutionnaire. Une perspective ibéro-américaine*, Bécherel, Les Perséides, 2013 ; Antonio Annino, Luis Castro Leiva, François-Xavier Guerra, *De los imperios a las naciones*, Zaragoza, Ibercaja, 1994.

2. Jorge Cañizares-Esguerra, Erik R. Seeman (eds), *The Atlantic in Global History, 1570-2000*, Pearson Ed, New Jersey, 2007.

3. C'est par exemple l'approche de John H. Elliot, *Empires of the Atlantic world: Britain and Spain in America, 1492-1830*, New Haven, Yale University Press, 2006.

4. Olivier Compagnon, « L'Euro-Amérique en question. Comment penser les échanges culturels entre l'Europe et l'Amérique latine », *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos*, 2009, *Débats*, (<http://nuevomundo.revues.org/index54783.html>). François-Xavier Guerra, « L'Euro-Amérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun », *Les civilisations dans le regard de l'autre. Actes du colloque international des 13 et 14 décembre 2001*, Paris, Unesco, 2002. Annick Lempérière, Georges Lomné,

Le cloisonnement des différentes historiographies nationales et le « paradigme de l'échec » qui a régné sur certaines d'entre elles⁵ ont conforté l'idée d'un épuisement des relations entre la péninsule ibérique, l'Amérique latine et l'Afrique après les indépendances américaines. Selon cette perspective, l'Espagne et le Portugal se seraient repliés sur la péninsule après les années 1820, ne maintenant que quelques symboliques miettes d'empire à l'extérieur de leur territoire réduit. De la même manière, les nouveaux États-Nations de l'Amérique ibérique auraient dorénavant mérité chacun son histoire propre et bien particulière. Quant à l'Afrique, elle aurait été livrée en exclusivité aux appétits de puissance de l'Europe du Nord, et la présence ibérique y serait devenue symbolique. Au cours des dernières décennies cependant, plusieurs de ces récits ont été mis en cause par l'essor d'historiographies transnationales. De nombreux historiens de l'Amérique latine ont interrogé les lectures anachroniques séparant drastiquement l'histoire « coloniale » de l'histoire « post-coloniale »⁶, et l'idée selon laquelle les nouveaux États-Nations seraient sortis tout armés des révolutions du premier XIX^e siècle⁷. Des entreprises historiographiques d'ampleur inédite sont apparues, proposant par exemple une histoire des concepts politiques hispaniques contemporains à échelle atlantique⁸. D'autres travaux ont montré combien, loin des miettes d'empires auxquelles on les réduisait, les outremers des États ibériques contemporains, réformés selon les schémas du colonialisme moderne au cours du XIX^e siècle, avaient acquis un rôle économique, social, culturel et politique absolument central pour leur métropole jusqu'au XX^e siècle⁹. Malgré tous ces efforts, une histoire contemporaine de l'Atlantique ibérique reste difficile à aborder en raison des barrières entre les savoirs relatifs à chaque rive.

Frédéric Martinez, Denis Rolland [dir.], *L'Amérique latine et les modèles européens*, Paris, L'Harmattan, 1998.

5. Pour une récente synthèse sur ce thème en Espagne, cf. Jesús Millán, « La formación de la España contemporánea: el agotamiento explicativo del *fracaso* liberal », *Ayer*, n° 98, 2015/2, p. 243-256.

6. Jean-Frédéric Schaub, « La catégorie "études coloniales" est-elle indispensable ? », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 63, 2008/3, p. 625-646; Clément Thibaud, « Race et citoyenneté dans les Amériques (1770-1910) », *Le Mouvement Social*, n° 252, 2015/3, p. 5-19.

7. Marcello Carmagni, *El otro Occidente: América Latina desde la invasión europea hasta la globalización*, México, El Colegio de México, Fondo de Cultura Económica, 2004.

8. Javier Fernández Sebastián [dir.], *Diccionario político y social del mundo iberoamericano. La era de las revoluciones, 1750-1850*, tome I, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009, et *Diccionario político y social del mundo iberoamericano. Conceptos políticos fundamentales, 1770-1870*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales – Universidad del País Vasco, tome II, 10 volumes, 2014. Une étude pionnière : Rama C. M., *Historia de las relaciones culturales entre España y la América latina. Siglo XIX*, México, Ed. F.C.E. España, 1982.

9. Josep M. Fradera, *Colonias para después de un imperio*, Barcelona, Ed. Bellaterra, 2005; Jean-Philippe Luis [dir.], *L'État dans ses colonies. Les administrateurs de l'empire espagnol au XIX^e siècle*, Madrid, Editions de la Casa de Velázquez, 2015; Christopher Schmidt-Nowara, *Empire and Antislavery, Spain, Cuba and Puerto Rico, 1833-1874*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1999, et du même auteur, *The Conquest of History: Spanish Colonialism and National Histories in the Nineteenth Century*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2006; Isidro Sepúlveda, *El sueño de la madre patria: hispanoamericanismo y nacionalismo*, Madrid, Centro de Estudios Hispánicos e Iberoamericanos, Marcial Pons Historia, 2005; Nadia Vargaftig, « Les expositions coloniales sous Salazar et Mussolini (1930-1940) », *Vingtième siècle*, n° 108, décembre 2010, p. 39-52.

Ce dossier utilise l'histoire des migrations comme un outil pour saisir l'évolution de cet espace d'échanges au cours du XIX^e siècle. Son point de départ est constitué par une simple observation : loin de s'épuiser après les indépendances américaines, les mobilités humaines entre la péninsule ibérique, l'Afrique et l'Amérique ibérique s'intensifient tout au contraire au cours des décennies suivantes. La traite des esclaves africains (vers Cuba et vers le Brésil) connaît un apogée entre le début du XIX^e siècle et les années 1860, tandis que s'accroissent les migrations de Portugais et d'Espagnols vers leurs territoires ex-coloniaux, principalement vers l'Amérique, mais aussi vers l'Afrique dans le cas de l'Oranaïs, anciennement sous influence espagnole et désormais sous domination française. Exception parmi les territoires encore colonisés par les États ibériques au XIX^e siècle, Cuba attire d'énormes contingents de migrants, mais cette affluence ne s'explique pas exclusivement par l'actualité de la domination coloniale : les trois décennies qui suivent la perte de la Perle des Antilles par l'Espagne (en 1898) voient affluer plus de travailleurs espagnols que jamais. La crise des structures impériales qui encadraient depuis des siècles les mobilités dans l'Atlantique ibérique ne met donc absolument pas fin au monde commun qui unissait entre elles les différentes rives. Ces mobilités s'inscrivent tout au long du XIX^e siècle et jusqu'au XXI^e dans des échanges de plus en plus denses et complexes tissant une sorte de communauté ibéro-atlantique non étatisée. Malgré l'existence d'autres tropismes et de multiples concurrences internes, cette communauté semble avoir persisté jusqu'à nos jours : c'est du moins ce qu'indiquent les flux migratoires des dernières décennies entre la péninsule ibérique et l'Amérique ibérique, très intenses dans les deux sens.

Étudier les migrations comme des signes des relations maintenues entre les rives de l'Atlantique ibérique implique quelques exigences méthodologiques. La première consiste à éviter les approches – souvent privilégiées par les études migratoires – focalisées sur le lieu d'accueil des migrants, qui nous couperaient de l'une des rives de l'océan. À ce « modèle convergent », Nancy L. Green oppose le « modèle linéaire » (où l'on suit un collectif de son départ à son arrivée) et le « modèle divergent » (où l'on compare différents points d'arrivée d'un même groupe de migrants)¹⁰. Ce sont ces deux dernières démarches qui sont privilégiées par les articles du dossier. José C. Moya, codirecteur de ce dossier, emprunte cependant dans son article une méthode qui lui est propre : il aborde les trajectoires de tous les groupes de migrants partis d'Europe ou d'Afrique s'installer dans différentes régions d'Amérique latine, pour les comparer entre eux et à travers le temps. Son livre sur les migrants espagnols à Buenos Aires constituait déjà une leçon méthodologique pour

10. Nancy L. Green, « L'histoire comparative et le champ des études migratoires », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 45^e année, n° 6, 1990, p. 1335-1350, ici p. 1341 et sq.

les études migratoires¹¹. Pourtant très primé et discuté en Amérique¹², il n'a jamais été traduit en français et n'a même jamais fait l'objet d'un compte-rendu dans une revue française. José C. Moya y analysait l'évolution d'une chaîne migratoire sur plusieurs décennies et sur toute sa longueur, depuis les régions de départ des migrants en Espagne, étudiées à l'échelle du village, jusqu'à leur installation dans tel ou tel quartier de Buenos Aires. Passant au peigne fin le réseau des connaissances sollicitées par les migrants avant leur départ, ou le montage des dettes contractées aux mêmes fins, il mettait en œuvre une véritable micro-histoire de ces collectifs en mouvement. José C. Moya insistait pourtant en même temps sur les « cinq révolutions globales » qui expliquaient selon lui le caractère massif pris par ces mobilités à partir des années 1880 et imprimaient tout à la fois des contraintes et des potentialités aux choix individuels. S'il tenait compte des transformations des États (les principes libéraux poussant par exemple les gouvernements à autoriser beaucoup plus facilement les départs qu'auparavant), il ne traitait ces dernières que comme l'un des facteurs qui déclenchèrent la massification des flux étudiés, les mettant sur le même plan que la mondialisation des économies, des informations et des transports.

Au sein de ce dossier, l'article de José C. Moya permet de situer toutes les migrations abordées par les articles suivants dans leur contexte propre. L'auteur s'inscrit à nouveau dans une approche d'histoire globale et s'attache à distinguer les traits spécifiques des migrations dans l'Atlantique ibérique de ceux des autres migrations mondiales contemporaines. Il souligne d'abord les continuités entre la période « coloniale » et la période postérieure aux indépendances en utilisant l'image de l'Amérique ibérique comme « rouleau compresseur » culturel : l'arrivée d'importants contingents européens dès l'époque moderne, dans un milieu peu dense et très cloisonné par la géographie, aurait renforcé l'impact de ces migrations. L'homogénéisation culturelle de l'Amérique ibérique put dès lors s'imposer selon lui tant aux populations indigènes qu'aux migrants africains, et se poursuivre après les indépendances, indépendamment donc de la division du sous-continent en de multiples États. Moya signale cependant les ruptures entre la période coloniale et le XIX^e siècle. Le caractère massif pris par les traites d'esclaves vers Cuba et vers le Brésil transformèrent par exemple ces deux sociétés en cas particuliers à échelle américaine : ni sociétés de plantation ni sociétés libres, de multiples identités régionales africaines s'y affirmèrent durablement alors qu'une identité « noire » générique s'imposa dans le reste de l'Amérique. Ce fut ensuite l'arrivée d'énormes contingents de migrants venus principalement

11. José C. Moya, *Cousins and Strangers: Spanish immigrants in Buenos Aires*, Berkeley, University of California Press, 1998.

12. Thomas J. Archdeacon, Marcelo J. Borges, Jose C. Moya, Brian Gratton, Nora Faires, "Jose C. Moya's Cousins and Strangers: Four Comments", *Historical Methods*, Vol. 34, n° 1, Winter 2001, p. 37-50.

– mais pas seulement – d'Europe du Sud, qui transformèrent leurs régions d'arrivée, anciennes périphéries du continent, en nouveaux centres économiques, véritables petites Europe américaines.

Ce genre d'approche se démarque en partie de l'historiographie française des migrations, très imbriquée dans une histoire de l'État et du droit depuis les travaux pionniers de Gérard Noiriel¹³. L'articulation entre l'État et les migrations est cependant évoquée par l'article de José C. Moya et occupe une place centrale dans d'autres textes du dossier. La contribution de Pilar Gonzalez compare par exemple l'histoire des lois sur la nationalité dans l'Argentine du XIX^e et du début du XX^e siècle avec le cas français. Tout en analysant l'association entre politique migratoire et construction progressive du nouvel État-Nation, Pilar Gonzalez insiste sur l'importance des héritages normatifs légués par l'ancienne monarchie hispanique. Elle évoque par exemple l'actualisation au XIX^e siècle d'une figure juridique très ancienne, celle de l'habitant (*vecino*)¹⁴ qui, indépendamment de son statut d'étranger ou de national, devient bénéficiaire d'amples droits politiques et sociaux au niveau local. Plus propre au contexte de la fin du XIX^e siècle, l'accélération de la course aux Empires pèse aussi selon elle sur les débats autour de la nationalité et sur les stratégies des législateurs argentins, qui craignaient la colonisation de leur territoire national par des empires étrangers. Le lien problématique entre État-Nation et migrations apparaît dès lors indissociable d'autres questions : celle de la trace laissée par les anciens Empires, non seulement dans la permanence de certaines routes de migration mais aussi dans les formes d'encadrement juridique du départ et de l'accueil ; celle du rôle des nouveaux États impériaux ibériques qui entrent en concurrence avec leurs anciennes colonies, cherchant à détourner leurs migrants des territoires devenus indépendants ; celle enfin des États impériaux extérieurs à la région, qui cherchent à implanter leurs colons ou à capter des travailleurs, leur réservant parfois un traitement intermédiaire entre celui des migrants libres d'Europe du Nord et celui de populations colonisées¹⁵.

Ces différents problèmes apparaissent aussi dans l'article de Nelly de Freitas et dans notre propre contribution, qui se fondent tous deux sur la comparaison des différentes destinations choisies par un même collectif de migrants ibériques. Nelly de Freitas analyse le redéploiement des habitudes migratoires des insulaires de Madère au XIX^e siècle : elle montre à la fois l'incapacité du Portugal à orienter les migrants vers ses propres colonies africaines, l'impact important des nouveaux tropismes britannique ou nord-américain, et les limites de cette attraction si on la compare avec celle que continue à

13. Gérard Noiriel, *État, nation et immigration : vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001.

14. Tamar Herzog, *Defining Nations, Immigrants and Citizens in Early Modern Spain and Spanish America*, New Haven, Yale University Press, 2003.

15. Sur l'articulation entre États-Nations et Empires, cf. Josep Maria Fradera, *La Nación imperial: derechos, representación y ciudadanía en los imperios de Gran Bretaña, Francia, España y Estados Unidos (1750-1918)*, Barcelone, Edhasa, 2015.

exercer le Brésil malgré son indépendance. L'auteure évoque aussi le statut ambigu de ces migrants : pris dans des contrats d'engagisme¹⁶, exploités dans de durs travaux agricoles, ils parviennent parfois à s'établir comme petits commerçants mais semblent souvent instrumentalisés, jouant le rôle d'intermédiaires entre les Blancs dominants et les personnes de couleur des sociétés dans lesquelles ils arrivent. Quant aux journaliers agricoles espagnols étudiés dans notre propre article, ils semblent presque autant attirés (quoique dans des proportions différentes selon leur sexe et leur région) par une colonie domestique – Cuba – et par une région d'Algérie française marquée par son passé espagnol – l'Oranais. Cherchant à profiter des opportunités ouvertes par la situation coloniale, ils s'y confrontent à des problèmes comparables. Intermédiaires entre les « indigènes » d'Algérie et les Français, ou entre les planteurs cubains et les créoles pauvres blancs ou de couleur, ils s'exposent à l'exploitation économique, à la dégradation de leurs droits politiques et à une importante conflictualité sociale.

Le dossier aborde enfin l'étude des migrants comme sujets politiques. Si cette question apparaît au détour des contributions précédentes, elle est principalement posée par les articles de Juan Luis Simal et de Geoffroy de Laforcade. Le premier étudie les contacts entre les exilés espagnols qui quittent l'Espagne après 1823 (lorsque les troupes françaises mettent fin au Triennat libéral), et les libéraux d'Amérique hispanique qu'ils rencontrent tout autant au Mexique qu'à Londres, Paris ou aux États-Unis. Ces migrants des deux rives construisent peu à peu un langage politique commun, celui d'un libéralisme radicalisé par l'exil et par les références républicaines piochées dans les Amériques indépendantes, donnant naissance à une abondante production politique imprimée en espagnol. Quelques décennies plus tard, les circulations de l'anarchisme européen fin de siècle perpétuent les liens entre migrations ibériques (et italiennes) et fabrique d'une communauté politique transatlantique. Mieux connues que celles du libéralisme, ces circulations sont analysées à nouveaux frais par Geoffroy de Laforcade. Ce dernier montre comment les idées anarchistes véhiculées par les migrants européens se transforment au contact du fédéralisme hispano-américain et des traditions de lutte propres aux populations afro-américaines ou indo-américaines, suivant des synthèses différentes en Argentine, au Brésil et au Pérou. Émerge ainsi dans cet Atlantique ibérique une communauté politique dont les idées et les pratiques contestatrices circulent le long des routes migratoires, se nourrissant des apports de populations étrangères les unes aux autres par la nationalité ou par l'ethnie.

Dans l'Atlantique ibérique comme ailleurs, c'est précisément lorsque se multiplient les frontières entre États-Nations que les migrants les traversent

16. Les contrats d'engagisme prévoyaient le financement du voyage des migrants par le transporteur et/ou par le futur employeur. Ce dernier gardait des droits sur les engagés sous forme de travail exclusif pendant plusieurs années.

à une échelle massive. Plus qu'ailleurs cependant, ces processus conduisent non seulement à l'affirmation du binôme identitaire étranger *vs* national, mais aussi à la résurgence d'autres identités – locales, régionales, ethniques et transatlantiques – qui s'articulent à cette opposition et la complexifient.

*Jeanne Moisand est maîtresse de conférences
à l'Université Paris 1 (Centre d'histoire du XIX^e siècle)*